
M.E.S., Numéro 130, Vol.1, septembre – octobre 2023

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 29 juillet 2023



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, septembre - octobre 2023

**DE LA COEXISTENCE DE DEUX ILLEGALITES
ET LA CRISE DE GOUVERNANCE DES UNITES DE PRODUCTION
INFORMELLE (UPI) DE KINSHASA**

par

Stéphane WOT-A NGENGI

Doctorant en sciences politiques

Université de Kinshasa

Résumé

Le contraste de la RDC, pays aux énormes potentialités économiques, qui font d'elle un « scandale géologique » d'avec une population extrêmement pauvre, soulève de questions de fond. C'est partant qu'il a été fait état de lieu d'une crise économique permanente caractérisée par l'improductivité des unités publiques de production d'une part et de l'ampleur des activités de production du secteur informel d'autre... Il va de soi que le dynamisme observé des activités de production illégale dans lequel s'est engagé tout le monde (population, jeunes, vieux, femmes ménagères, fonctionnaires de l'Etat, enseignants, autorité politico-militaires,... suscite bien des interrogations. En effet, pour les uns c'est la survie qui en est la légitime motivation pour les autres, c'est la plus-value qui sous-tend ce réalisme. Tous alors, malheureusement opèrent illégalement au détriment du trésor public.

La question fondamentale de la présente réflexion consiste à savoir pourquoi les gouvernants et les gouvernés s'accommodent dans l'entretien d'une économie informelle sinon souterraine au détriment de celle de la croissance et du développement durable qui passe impérativement par la promotion de l'entrepreneuriat local et des PME.

Mots-clés : *Coexistence, deux illégalités, crise de gouvernance, unités de production informelles, Kinshasa*

Abstract

The contrast of the DRC, a country with enormous economic potential, which makes it a "geological scandal" with an extremely poor population, raises fundamental questions. It is therefore that a permanent economic crisis has been reported, characterized by the unproductiveness of public production units on the one hand and the extent of production activities in the informal sector on the other... It goes without saying that the observed dynamism of illegal production activities in which everyone is engaged (population, young, old, housewives, state officials, teachers, politico-military authorities, etc. raises many questions. Indeed, for some it is survival that is the legitimate motivation, for others it is the added value that underlies this realism. All then, unfortunately, operate illegally to the detriment of the public treasury.

The fundamental question of this reflection consists in knowing why the rulers and the ruled make do with the maintenance of an informal, if not underground, economy to the detriment of that of growth and sustainable development which imperatively passes through the promotion of local entrepreneurship and SMEs.

Keywords : *Coexistence, two illegalities, governance crisis, informal production units, Kinshasa*

INTRODUCTION

Depuis que le grand bassin du fleuve Congo a accouché d'un Etat ratifié par la conférence de Berlin ; jusqu'à sa souveraineté effective, la République Démocratique du Congo en dépit de ses potentialités économiques, dispose d'une quasi-totalité des populations vivant désespérément dans un état de précarité inacceptable.

Ceci est d'autant plus vrai que la situation économique congolaise aux cours de plus de décennies est plus qu'alarmante.

Pierre Vata Diambanze estime que la RDC semble s'enliser dans une crise de croissance permanente avec une population en majorité condamnée à lutter sans moyens conséquents contre la misère de plus en plus grandissante.¹

En effet, les différents rapports de la Banque mondiale particulièrement le programme de réduction de pauvreté font état du faible taux de croissance de l'économie congolaise, perceptible à travers la recrudescence des maladies autre fois éradiquées, le taux de mortalité infantile à la hausse, l'absence d'un système éducatif efficace, la détérioration des infrastructures de base et de l'outil de production².

Bref, le PIB de la RDC selon les études et enquêtes de cette institution financière mondiale, est si bien faible qu'il ne peut stimuler un développement socio-économique durable. La problématique de la croissance soit elle durable de la RDC, doit intégrer les trois paramètres suivants :

- la production locale par les entreprises publiques ;
- l'absence de la classe moyenne et la persistance des unités de production informelles ;
- la question sur la gouvernance (la gestion de la chose publique).

La structure de ce texte compte deux points : le déminage des concepts clés et l'impact de la crise de gouvernance des UPI de Kinshasa. Une brève conclusion en met un terme.

I. DEMINAGE DE CONCEPTS FONDAMENTAUX

L'importance d'une étude scientifique consiste à apporter de la lumière sur les conditions dans lesquelles s'établissent les rapports de causalité entre les faits sous examen. Ci-dessous, nous trouvons et retrouvons les significations des concepts suivants : unité de production informelle ; crise de gouvernance ; coexistences de deux illégalités.

1.1. Unité de production informelle :

Le concept informel se rapporte à ce qui n'est pas formel donc ce qui échappe au contrôle du pouvoir public, autrement dit l'informalité d'un fait est établie lorsqu'il n'y a pas eu au préalable observance des lois. Les unités de productions informelles (UPI) relèvent de l'ensemble des opérateurs économiques dont les activités échappent au regard ou à la régulation de l'Etat.

¹ P. VATA DIAMBANZA, Le Congo peut renaître, in *Congo - Afrique*, n°357, Kinshasa, 2001, p.386.

² Rapport de la Banque Centrale du Congo (2000-2004)

En effet, les activités informelles correspondent à la création et à l'existence d'une « économie grise », celles favorisées par l'existence de dysfonctionnement, résultant d'un contexte structurel ou des pratiques de certains agents économiques. Naturellement parlant, les activités de productions informelles se situent dans le qualificatif d'économie dite : souterraine ; parallèle ; clandestine ; occulte.

L'économie souterraine dans le contexte de la présente étude, son appréhension est opportune. Sous sa forme de son exercice général, ses activités sont condamnables et ses effets génèrent de délits économiques. Enfin c'est une économie générée par les activités criminelles. Trois points communs de cette économie souterraine sont à mentionner : elles échappent aux règles économiques et sociales, à l'intervention de l'Etat ; elles ne donnent lieu à aucun prélèvement obligatoire (fiscal ou social) ; elles faussent enfin de compte le jeu de la libre concurrence par rapport aux activités légales soit du fait de leur propre activité (travaux au noir), soit du fait de leur intégration de sommes provenant d'activités délictueuses ou criminelles cherchant à se réinvestir (blanchement d'argent).

1.2. Crise de gouvernance

Avant de traiter de la crise, traitons d'abord du concept gouvernance. Celui-ci a été forgé par opposition au concept gouvernement. La gouvernance se rapporte à la manière rationnelle de mise en place de mécanisme de processus de gestion publique postulant la recomposition et la diversification de l'art de gouverner dont la participation des acteurs individuels ou collectifs publics et surtout dans le cas d'espèce la référence à d'autres modes de régulation.³

Le terme « gouvernance » fixe les règles de gouvernement. Elle est par ailleurs appréhendée comme une forme de pilotage multi parties prenantes dont les décisions résultent de la concertation tenant compte des intérêts des parties prenantes. Guid crise de gouvernance ?

La situation socio-économique déplorable des populations congolaises résulte sans doute d'une crise de gouvernance. Celle-ci se ressent dans tous les secteurs de la vie publique partant du déficit de services sociaux de base. Par ailleurs, l'absence de leadership et de management dans le chef de dirigeants au pouvoir justifie de l'effervescence de cette crise.

La crise de gouvernance est le déphasage entre les populations et les textes officiels censés de régenter la vie de tous et entre celle-ci répartie en deux humanités, l'une des intouchables bien heureux et l'autre les assujettis bien mal heureux.⁴

II. COEXISTENCES DE DEUX ILLEGALITES

Les antérieures études sur les phénomènes « secteur informel » ont relevé le danger des activités qui l'accompagnent ou le soutiennent sur les équilibres fondamentaux dont la croissance durable qui passe par le contrôle de tous les

³ MUKOKA NSENDA F., « La trilogie gouvernementalité, gouvernance et gouvernabilité dans la dynamique politique congolaise cinquante ans après : pour une autre trajectoire », in bulletin quadrimestriel de la Fondation Prospective Africaine et de l'Institut Africaine d'Etudes Prospectives, vol II n 1 ? Mai 2010, Kinshasa, RDC pp112-113. Au Congo,

⁴ SHOMBA KINYAMBA S., *Contingences sociales en RDC, études de quelques expériences ciblées*, Paris, Ed. Harmattan RDC 2022.

bénéfices à tirer des productions économiques d'intérêts collectifs. L'illégalité comme mode opératoire dans ce secteur comporte des préjudices énormes tels est le cas en République Démocratique du Congo.

Thierry pense que deux illégalités coexistent : celle qui émane de ceux d'en bas, confrontés à une législation qu'ils méconnaissent et à la hantise du lendemain et qui par conséquent s'enferment dans une anormalité protectrice, car partagé avec d'autres, et une autre illégalité pratiquée par ceux d'en haut en toute impunité, ces derniers considérant même que cette illégalité est la marque de leur richesse.

Il s'agit donc d'une illégalité d'exception en quelque sorte opposée à une illégalité hors-la-loi à éradiquer avec force de la puissance publique (la justice, la police). Il tire la conclusion à travers sa profonde réflexion par dire : « A la débrouille des derniers correspond la magouille des nantis... ».⁵

Donc les activités informelles pratiquées par les populations pauvres et aux revenus faibles, c'est pour la survie ; tandis que les riches particulièrement des personnes détenant une parcelle du pouvoir (politique, administratif, militaire, financier), c'est consolidé leur compte en banque...

III. IMPACT DE LA CRISE DE LA GOUVERNANCE DES UPI DE KINSHASA

Nous épinglons les conséquences négatives d'une manière générale et particulièrement dans la ville province de Kinshasa. Elles se résument en trois faits à savoir : la fraude fiscale, l'enrichissement illicite, la corruption (le détournement). S'agissant de la ville de Kinshasa, cet état des choses se fait sentir à travers les déficits budgétaires provinciaux. C'est en effet l'incapacité du pouvoir public provincial de faire face aux différents défis (sociaux, environnementaux, sécuritaires, économiques). Les problèmes liés à l'assainissement, à la multiplication de têtes d'érosions, de logement et habitat, à la pression démographique enfin à l'insécurité généralisée de biens et des personnes.

CONCLUSION

La présente réflexion soulève le débat autour des activités dites informelles qui s'amplifient face à la dégradation prononcée des conditions de vie des populations congolaises d'une manière générale particulièrement celles vivant et habitant Kinshasa.

En tout état de cause, les activités dites informelles dégagent des importants capitaux qu'il faudra capitaliser à travers la mise en place des stratégies suivantes : penser des politiques publiques réalistes, favorisant la formalisation des activités informelles par leurs indentifications, leur localisation, leur sécurisation, leur promotion et non leur répression. La responsabilité du pouvoir public est une nécessité par l'amélioration de climat des affaires, l'amélioration de système financier et surtout et enfin la mise en place d'un système judiciaire efficace et efficient.

⁵ Thierry paquet : « urbanisme comme bien commun », in esprit revue de l'histoire, Paris 2002, Pp75, 76
MES-RIDS, n°130, vol.1., septembre - octobre 2023 www.mesrids.org

BIBLIOGRAPHIE

- VATA DIAMBANZE P., « Le Congo peut renaître », in *Congo-Afrique*, n°357, Kinshasa, 2001.
- Shomba Kinyamba S., *Contingences sociales en RDC, études de quelques expériences ciblées*, Paris, L'Harmattan, 2022.
- PAQUET P., « urbanisme comme bien commun », in *Esprit revue de l'histoire*, Paris, 2002.
- MUKOKA NSENDA F., « La trilogie gouvernementalité, gouvernance et gouvernabilité dans la dynamique politique congolaise cinquante ans après : pour une autre trajectoire », in *Bulletin quadrimestriel de la Fondation Prospective Africaine et de l'Institut Africaine d'Etudes Prospectives*, vol II n 1 ? Mai 2010, Kinshasa, RDC, pp.112-113.
- TSHISHIMBI KATUMUMONI Evariste séminaire de sociologie de développement, DEA/SPA UNIKIN 2017-2018
- Rapport de la Banque Centrale 2002 et 2003
- Rapport de l'assemblée provinciale 2020 à 2022
- Wikipedia (Définition des concepts et notions)